



INITIATIVE IRRIGATION SAHEL
DEUXIEME ATELIER DE LA TASK FORCE
RAPPORT PRINCIPAL DE L'ATELIER
23-26 Septembre 2014

Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad

Table des matières

ACRONYMES	3
1. CONTEXTE DE L'ATELIER	5
2. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DE L'ATELIER.....	5
3. CEREMONIE D'OUVERTURE.....	6
4. OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	7
5. ETAT D'AVANCEMENT DE L'INITIATIVE AUX NIVEAUX REGIONAL ET NATIONAL	8
5.1. Présentation introductive du CILSS et de la Banque mondiale.....	8
5.2. Etat des lieux dans chacun des six pays	8
5.2.1. En résumé.....	8
5.2.2. Burkina Faso.....	9
5.2.3. Mali.....	9
5.2.4. Mauritanie	9
5.2.5. Niger	10
5.2.6. Sénégal	10
5.2.7. Tchad	10
5.3. Commentaires et conclusion	10
6. VISION ET FINALITES DU SIIP EN TERMES DE CHANGEMENT.....	11
6.1. Présentation introductive du CILSS et de la Banque mondiale.....	11
6.2. Commentaires généraux portant sur toutes les thématiques	12
6.3. Commentaires spécifiques par thème	12
6.4. Conclusions	14
6.5. Présentations d'expériences	14
7. LES TRAVAUX DE GROUPE	15
8. ACCOMPAGNEMENT DES ETUDES THEMATIQUES PAR LES PAYS ET PAR LES GROUPES DE TRAVAIL.....	16
8.1. Introduction du CILSS et de la Banque mondiale	16
8.2. Discussion en plénière	17
9. CLOTURE DE L'ATELIER	19
A N N E X E S	20
Annexe N° 1 CALENDRIER GLOBAL DU PROGRAMME.....	21
Annexe N°2 ETAT DES LIEUX PAR PAYS.....	22
Annexe N° 3 TYPES DE DOCUMENTS PRESENTANT UN INTERET POUR L'ETUDE	23
Annexe N° ° 4 LISTE DES PARTICIPANTS.....	24

Acronymes

2iE	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
ABV	Autorité du Bassin de la Volta
AC3E	Agence Conseils pour l'Equipement, l'Eau et l'Environnement
AFD	Agence Française de Développement
AGRHYMET	Centre Régional Agriculture Hydrologie et Météorologie (institution de recherche spécialisée du CILSS)
ARID	Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CILSS	Comité permanent Inter-état de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche agronomique pour le Développement
CONACILSS	Comité National du CILSS
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
FAO	Food and Agriculture Organization of United Nations
FENOP	Fédération Nationale des Organisations Paysannes
GDT (GT)	Groupe de Travail
GWI	Global Water Initiative
GWP/AO	Global Water Partnership Afrique de l'Ouest
IDE	International Development Enterprises
IFC (SFI)	International Finance Corporation (Société financière internationale)
IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement
INSAH	Institut du Sahel (Institution spécialisée du CILSS)
IWMI	International Water Management Institute
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
PF	Partenaire Financier
PTF	Partenaire Technique et Financier

ROPPA	Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SIIP	Sahel Irrigation Initiative Programme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africain
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature

1. CONTEXTE DE L'ATELIER

Le paradoxe sahélo-saharien est marqué par l'abondance relative des cours d'eau et de la nappe phréatique où seuls 3 % des terres arables sont irriguées ; la superficie totale des surfaces irriguées se situe entre 400.000 et 700.000¹ hectares. L'agriculture sahélienne reste encore, pour l'essentiel, tributaire des aléas de la pluviométrie.

En outre, les pays n'ont pas su encore valoriser suffisamment les acquis dans le domaine des sciences et des techniques. Il n'est pas possible de faire, au Sahel, l'agriculture du 21ème siècle avec les moyens du 16ème ou du 18ème siècle. Il est ainsi besoin de procéder à des ruptures de paradigmes non seulement macroéconomiques mais aussi et surtout sectorielles.

Ainsi tous les types d'irrigation doivent contribuer à l'atteinte de la vision 2020 prescrite dans la Déclaration de Dakar du 31 octobre 2013 et des objectifs qui en découlent :

- Irrigation contractuelle dans le cadre de Partenariats Publics et Privés (PPP),
- Grande irrigation conduite dans des programmes étatiques,
- Petites irrigations villageoises et communautaires,
- Petites irrigations individuelles
- Améliorations apportées au système pluvial (irrigation naturelle)

Dans cette perspective, il s'agira de faire plus et mieux d'irrigation au niveau régional des pays sahéliens, notamment :

- En traitant de la question de savoir quelles innovations et quels changements peuvent être portés dans le cadre du programme régional du Sahel en vue d'accélérer les changements d'échelle et l'amélioration de la performance de l'irrigation, et
- En contribuant à mettre en contexte les Consultants chargés de conduire les évaluations et les études, en leur fournissant du grain à moudre ainsi que des documents et des matériaux fournis suffisamment à l'avance par la Task Force

En effet, l'exercice entrepris d'élaborer un programme régional d'irrigation et de pastoralisme est un cheminement itératif qui met en œuvre un processus multi-acteurs relativement complexe².

2. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DE L'ATELIER

Du 23 au 26 septembre 2014, s'est réunie pour la deuxième fois la Task-Force de l'Initiative Irrigation Sahel. La réunion s'est tenue au Joly Hôtel, à Ouagadougou, Burkina Faso, avec l'appui administratif, technique et financier du CILSS et de la Banque Mondiale. Il s'agissait de faire le point sur l'avancement des actions de suivi de la Déclaration de Dakar du 31 octobre 2013 et de mettre tous les acteurs au même niveau d'information, notamment sur le contenu

¹ 400.000 ha est le chiffre figurant par la Déclaration de Dakar du 30 novembre 2013 tandis que 700.000 ha est celui fourni par les services de la FAO.

² Le calendrier de l'exercice figure en Pièce jointe N°1 au présent rapport

des TDR des études thématiques ou transversales qui viennent d'être lancées³ et de s'organiser mieux pour accompagner les études à venir.

L'Atelier a regroupé une cinquantaine de participants membres de la Task Force et qui sont répartis comme suit⁴ :

- les points focaux nationaux des six pays sahéliens concernés par la Déclaration de Dakar : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad,
- les Institutions de Formation et de Recherche : 2IE, IWMI, CIRAD, CILSS/INSAH, CILSS/AGRHYMET,
- les organisations internationales : UICN, Global Water Initiative, GWP/AO, FAO,
- les Institutions de financement et développement : Banque Mondiale, AFD, FIDA, IFC, KfW
- les Organisations sous régionales ; CEDEAO, CILSS, UEMOA,
- Les organisations paysannes, associative et de la société civile : ROPPA, ARID, FENOP, Chambre d'Agriculture,
- Les organisations non gouvernementales / entreprises sociales: IDE, Winrock,
- Les organisations du privé : BAGREPOLE, AC3E, Hub rural ;
- Les organismes de bassin : OMVS, ABV.

L'atelier a été précédé par deux journées de visites sur le terrain à Ouagadougou et dans sa proche banlieue présentant des approches et réalisations de micro-irrigation; elles ont concerné des activités de Winrock International le 23 septembre et de IDE, le 24 septembre 2014⁵.

L'Atelier lui-même a été organisé en 7 séquences :

- Cérémonie d'ouverture,
- Organisation de la session
- Etat d'avancement de l'Initiative au niveau régional et national
- Vision et finalité du SIPP en termes de changement
- Accompagnement des études thématiques par les pays et par les groupes de travail
- Présentation et adoption des principales conclusions et recommandations,
- Clôture.

Les travaux se sont déroulés en plénière et en groupes. Les travaux en plénière ont été conduits par un présidium comprenant un Président et deux rapporteurs. La première journée, le Présidium a été assuré par les points focaux du Burkina Faso et du Niger tandis que, la seconde journée, il a été assuré par le Sénégal. Des Rapporteurs ont été désignés pour chacune des deux journées : le représentant du Hub rural et du Mali pour la première journée et le représentant de 2iE et du Tchad pour la deuxième journée. Un Modérateur a été choisi pour faciliter les échanges et élaborer le rapport de l'atelier.

3. CEREMONIE D'OUVERTURE

³ Voir Concept note de l'Atelier en Annexe

⁴ Voir liste des participants en Annexe

⁵ Voir une fiche résumant les visites terrain en Annexe

Le discours d'ouverture de l'Atelier a été prononcé par le Secrétaire Exécutif adjoint du CILSS. Dans son intervention, le Secrétaire Exécutif adjoint du CILSS, après avoir présenté les excuses du Secrétaire Exécutif du CILSS absent et souhaité la bienvenue à tous les participants et en particulier aux partenaires techniques et financiers, le Secrétaire Exécutif adjoint a poursuivi en faisant valoir que cette deuxième rencontre donne l'opportunité de partager les acquis des six mois écoulés, de mettre toutes les parties prenantes au même niveau d'informations et de revisiter les mécanismes d'accompagnement des études clés en cours de lancement pour l'élaboration du programme régional. Il a poursuivi, en faisant valoir que les études qui seront conduites permettront d'élaborer les trois documents essentiels à la proposition d'un programme régional, à savoir, un plan d'action global, une note conceptuelle et un document de projet régionale. Le CILSS, a-t-il indiqué, assure la coordination technique du déroulement de ces études afin que celles-ci reflètent les préoccupations premières des Etats et celles de la Région. Il a noté la grande détermination des Etats et a exhorté à beaucoup de persévérance en vue de dégager les mesures les plus idoines en vue de la mise en œuvre des études à entreprendre pour qu'elles aboutissent aux résultats escomptés

Une allocution a précédé le discours d'ouverture qui fut celui du Représentant de la Banque Mondiale. Prenant la parole, il a salué l'engagement précieux des participants en faveur de cette initiative portée par six pays de Sahel. En effet, un tel engagement est nécessaire pour faire de cette initiative une réalité concrète pour des millions d'exploitants agricoles au Sahel qui pourraient, en bénéficiant de technologies appropriées, d'accès au financement et à des conseils et formations indispensables, investir dans des moyens d'irrigation permettant de sécuriser leurs revenus et de développer leur exploitation. L'initiative pour l'irrigation au Sahel, poursuit-il, ne prétend à rien de moins qu'un changement de paradigme en vue d'un développement accéléré des aménagements publics et privés collectifs et individuels. Cela nécessite une mobilisation de tous les acteurs pour identifier les solutions porteuses adaptées à chaque contexte local, mais ayant également un potentiel pour un développement à grande échelle. Aujourd'hui, ajoute-t-il, nous sommes à la veille du démarrage des études thématiques qui aboutiront à l'élaboration du cadre stratégique et du plan d'action global visant à l'atteinte des objectifs de la Déclaration de Dakar. Demain plus que jamais, il nous faut rester mobilisés pour accompagner et guider ces études et aboutir à une vision partagée, appuyée sur un programme ambitieux mais réaliste.

4. OBJECTIFS DE L'ATELIER

Trois objectifs ont été fixés pour l'atelier et qui sont les suivants :

- Faire le point sur l'avancement des actions pour mettre tout le monde au même niveau d'information ;
- Reconnaître et partager la vision et les finalités du SIPP en termes de changement (i) en faisant un rappel succinct des TDR, et (ii) en échangeant sur les finalités de l'exercice en termes de changement de paradigme ;

- Préciser les mécanismes d’accompagnement par les pays et par les groupes de travail des différentes études thématiques engagées : planification, responsabilités, délais, suivis et moyens.

5. ETAT D’AVANCEMENT DE L’INITIATIVE AUX NIVEAUX REGIONAL ET NATIONAL

5.1. Présentation introductive du CILSS et de la Banque mondiale⁶

- La présentation introductive a fait le rappel des caractéristiques clefs de l’initiative :
 - Rappel de l’ambition et de la méthode de la Déclaration de Dakar
 - Rappel de l’articulation du cadre stratégique pour l’eau agricole au Sahel et du programme d’action 2020 en tant que projet régional
 - Rappel sur l’organisation préconisée.
- La présentation introductive a ensuite présenté l’état d’avancement de l’initiative au niveau régional et national, et le bilan des actions réalisées depuis la 1ère réunion de la Task Force :
 - Rappel de la structuration des études
 - Rappel de la feuille de route d’avril 2014
 - Etapes à suivre
 - Points à discuter

Il a été notamment rappelé que les Points Focaux Nationaux (PFN) seront assistés par des consultants pays, et que les consultants thématiques travailleront avec les groupes de travail. Pour la réalisation des études thématiques et des trois livrables prévus et la coordination d’ensemble, un financement de 575.000 USD a été obtenu par l’intermédiaire du Water Partnership Program (WPP). S’ajoutent la contribution en nature du CILSS et la contribution des pays.

Il a été aussi rappelé le principe de prise en charge des PFN et des consultants nationaux par les projets dans les pays respectifs. A cet égard, au titre des points à discuter figurent le cadre d’intervention dans les pays et les difficultés de mobilisation du financement par les pays. Les PFN ont été invités à dresser un bref état des lieux en la matière.

5.2. Etat des lieux dans chacun des six pays

5.2.1. En résumé

En Pièce jointe N°2 au présent rapport figure un tableau qui résume pour chaque pays :

- la disponibilité des ressources et l’identification des projets concernés,
- le niveau de recrutement du consultant national (fait, en cours, pas fait).

⁶ Voir Power Point du CILSS et de la Banque mondiale repris en Annexe

Ce tableau a tenté de prendre en compte les discussions et les clarifications faites lors de la séance organisée entre les représentants des six pays, le CILSS et la Banque mondiale, le deuxième jour.

5.2.2. *Burkina Faso*

Pour le Burkina Faso, un certain nombre d'activités importantes à conduire dans le cadre de l'initiative ont d'ores et déjà été identifiées. Cela inclut l'identification des prêts liés à l'irrigation, l'analyse de la mesure dans laquelle ces projets ont la possibilité de prendre en charge les consultants nationaux liés aux études, et l'identification des acteurs nationaux concernés par le suivi de ces études. Les actions majeures du domaine ont ainsi été identifiées, ainsi que les projets de la Banque mondiale susceptibles d'apporter l'appui financier en question, en l'occurrence le PAPSA et le PAFASP, deux projets d'envergure incluant une importante composante sur le développement de l'irrigation. Une difficulté majeure demeure cependant : l'un de ces projets est en phase de clôture et le second en passe de démarrer une nouvelle phase qui ne sera pas effective avant décembre 2014. Dès lors, demeurent les problématiques de la mobilisation des ressources et du recrutement du consultant national. En résumé, bien que le pays soit prêt à avancer, la mobilisation des ressources pose toujours un problème.

5.2.3. *Mali*

Pour le Mali, le niveau d'avancement est similaire à celui observé pour le Burkina Faso : l'identification des projets Banque mondiale en lien avec le développement de l'irrigation a été faite, et concerne le PCBA et le PAPAM. Or, le PCBA est en cours de prolongation pour une année supplémentaire et ne dispose pas des possibilités d'assistance requises. Quant au PAPAM, les engagements financiers en cours ne permettent pas une prise en charge financière des activités liées à la présente initiative. Parallèlement, trois rencontres successives ayant réuni l'ensemble des acteurs du développement de l'irrigation ont permis d'identifier les zones de mise en valeur et les investissements, et de valider les programmes d'investissement associés. Demeure donc le problème de la prise en charge des activités du PFN et des activités associées.

5.2.4. *Mauritanie*

La Mauritanie en est au stade de l'identification du projet. Les informations relatives à l'initiative SIIP ont été rapportées au Ministre de l'Agriculture. La constitution d'un comité de pilotage a été convenue, réunissant les départements ministériels concernés, la société civile et les PTF. Cela reste cependant encore au stade de proposition dans la mesure où celle-ci n'a pas encore donné lieu à un accord formel pour le moment. Parallèlement, est considéré la possibilité de mobiliser les ressources nécessaires par l'intermédiaire du projet PEJU, bien que l'opportunité de réorienter certains fonds du projet soit encore discutée. En définitive, la Mauritanie rencontre des difficultés d'ordre institutionnel, les acteurs parties prenantes n'ayant pas encore été sélectionnés officiellement par le truchement d'un arrêté, et d'ordre financier quant à la mobilisation des ressources.

5.2.5. Niger

Concernant le Niger, cinq activités ont été menées : (i) l'identification des acteurs de l'irrigation et la tenue d'une rencontre de restitution des travaux du 1^{er} atelier de l'initiative SIIP ; (ii) l'élaboration et l'approbation d'un arrêté de création du comité national qui en définit les modalités de fonctionnement ; (iii) l'évaluation du budget de fonctionnement de ce comité, d'un montant de 35 millions de FCFA, décomposé en 18 millions FCFA pour le financement du consultant national d'appui au processus sur une période de 12 mois pour le consultant et 5 millions FCFA pour la tenue des ateliers ; (iv) l'identification des projets nationaux pouvant prendre en charge ces frais fonctionnement, à savoir le PRODEX, le Projet d'action communautaire PAC III, et le projet de gestion des risques d'inondation ; (v) l'identification définitive du PRODEX comme projet contributeur, et l'introduction d'une requête officielle pour cette prise en charge financière par la Banque mondiale.

5.2.6. Sénégal

Au Sénégal, les avancées ont été opérées sur plusieurs fronts : des actions de sensibilisation auprès des acteurs ont été menées, une réunion de lancement du processus a été tenue à laquelle les acteurs ont manifesté leur intérêt à s'investir dans l'initiative, le processus de recrutement du consultant national a été lancé, et un chronogramme de mise en œuvre du processus a été adopté. Par ailleurs, un projet de création du comité de pilotage dédié au processus est en cours, au stade du circuit d'approbation. Les prochaines étapes relèvent du recrutement effectif du consultant et de la création du comité de pilotage, ces deux processus étant d'ores et déjà bien avancés.

5.2.7. Tchad

Au Tchad, dans la mesure où il n'existe aucun projet de la Banque mondiale dans le domaine de l'irrigation, deux projets connexes ont été identifiés : le PROADEM II et le PAPAT, dans un contexte institutionnel en évolution marqué par la transformation du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation en Ministère de l'agriculture et de l'environnement. Une demande budgétaire auprès de ces projets pour le financement du consultant national a été introduite, cependant aucune nouvelle n'a été obtenue depuis août 2014.

5.3. Commentaires et conclusion

Avant de donner la parole au modérateur, le Président a recommandé de renforcer la synergie avec l'initiative pour le pastoralisme développée par le CILSS et la Banque mondiale, comme deuxième volet de la Déclaration de Dakar, dans la mesure où certaines méthodes d'interventions sont partagées.

Le modérateur, dans un exercice de synthèse, a souligné l'avancement du Niger dans son processus, faisant office de pays le plus avancé à ce stade. Il a rappelé la contrainte identifiée par l'ensemble des pays en matière de mobilisation des ressources financières. Il a souligné l'importance de définir un calendrier clair quant à l'exécution des phases relatives à l'identification des acteurs et à l'obtention des financements pour les activités. Au regard de

l'identification des acteurs, il a rappelé l'importance d'une identification exhaustive, et l'importance de disposer d'un arrêté de création du comité national afin de formaliser et d'assoir le processus, ainsi que de disposer d'une évaluation budgétaire relative au fonctionnement de ce comité.

Le représentant de la Banque mondiale a ensuite réagi, soulignant que si la Banque mondiale devait clairement jouer un rôle clef dans cette initiative au niveau des pays, la contribution attendue des Etats à l'initiative ne doit pas nécessairement relever d'un projet financé par la Banque mondiale, d'autres sources de financement pouvant être explorées également. Enfin, dans le cas où un projet financé par la Banque mondiale est sollicité pour apporter les ressources nécessaires au processus, il a rappelé la nécessité de soumettre une requête de financement pour ce faire, à l'instar de ce que le Niger a pu faire.

Enfin, les membres de la Task Force ont souligné les problèmes que pouvaient parfois rencontrer les PFN dans la mobilisation des acteurs nationaux de haut niveau, ainsi que les besoins en matière d'information et de suivi pour permettre une implication accrue et un engagement à haut niveau des pays dans l'initiative.

A cet égard, il a été recommandé que le CILSS procède à l'envoi de lettres aux différents ministères nationaux concernés et qu'il assure un accompagnement pour l'avancement des processus nationaux.

6. VISION ET FINALITES DU SIIP EN TERMES DE CHANGEMENT

6.1. Présentation introductive du CILSS et de la Banque mondiale

Les représentants du CILSS et de la Banque mondiale ont fait le rappel des termes de référence des études thématiques. Ces dernières font intervenir:

- un consultant principal, en charge des thématiques : filières, politiques et stratégies, plan d'investissement, financement, et coordination régionale ;
- des consultants thématiques, en charge des thématiques : Ressources en eau et Gestion et maintenance des infrastructures.

Le consultant, sur la base de ses propres travaux et de ceux des consultants thématiques, préparera, en lien étroite avec la Task Force les trois livrables principaux de l'Initiative. Chaque thème des études a été présenté plus en détail à savoir les problématiques, les activités associées et les livrables attendus. Il a été rappelé les points communs aux TDR et pour toutes ces thématiques, à savoir : (i) les situations actuelle et future, (ii) l'intégration des analyses allant de l'échelle macro au micro. Engagés dans un processus d'accompagnement de la mise en œuvre des études thématiques, les participants de la Task Force ont mis en lumière les considérations et recommandations clefs auxquelles il faudra s'attacher.

6.2. Commentaires généraux portant sur toutes les thématiques

Les commentaires généraux des participants portant sur toutes les thématiques ont été les suivants :

- Faire l'état des lieux et le mapping des superficies disponibles pour l'irrigation et celles effectivement irriguées,
- Prendre en compte la nécessaire adaptation des technologies aux capacités locales et notamment à celles des utilisateurs finaux, pour assurer l'efficacité des interventions sur le terrain et l'atteinte des objectifs visés en termes de superficies irrigués,
- Ne pas se focaliser uniquement sur la problématique de l'extension des superficies irriguées et considérer à part entière celle de la performance des systèmes irrigués, en s'attachant à identifier les innovations que la présente démarche peut apporter en la matière et les manières de les diffuser et les faire appliquer,
- Veiller à ce que le projet régional SIIP ne soit pas isolé mais prenne en compte et s'articule avec les politiques et les programmes sectoriels clefs ayant cours dans la région et dans les pays et faisant appel à l'irrigation,
- Considérer que les ressources en eau de la région étant pour la plupart des ressources partagées et gérées par l'intermédiaire d'organismes de bassins transfrontaliers, ces derniers doivent impérativement être pleinement intégrés au processus et au projet régional SIIP,
- Affiner les réflexions quant aux objectifs poursuivis de manière sous-jacente à l'objectif principal qui est d'atteindre le million d'hectares irrigués d'ici à 2020. Les objectifs de développement agricole et commercial d'une part, de sécurité alimentaire d'autre part doivent être pris en compte de façon pragmatique. Une réflexion doit être portée en la matière, et les axes de recherche développés en conséquence
- Intégrer et veiller à la considération permanente des aspects liés au genre et aux jeunes

6.3. Commentaires spécifiques par thème

Thème 1 / filières

- Relier les analyses aux programmes régionaux et nationaux agricoles portant sur des filières stratégiques dans lesquelles le développement de l'irrigation constitue une composante importante (ex : programme régional de relance durable et soutenue de la riziculture en Afrique de l'Ouest) ;
- Accorder une place plus importante à la problématique de l'énergie dans le cadre des programmes d'irrigation ;
- Prendre en compte les problématiques de résilience, d'accès aux marchés et des besoins d'appui y relatifs.

Thème 2 / politiques et stratégies

- Examiner tant le contenu des politiques et stratégies sectorielles que leur mise en œuvre effective

Thème 3 / ressources en eau

- Connaître les ressources en eau souterraines pour la petite irrigation,
- Accompagner la mise en œuvre des grands projets d'irrigation avec des plaidoyers et des dialogues entre partis ;
- Lutter contre les plantes envahissantes.

Thème 4 / plan d'investissement

- Considérer pleinement les programmes et projets relatifs à l'irrigation dans les PNIA, PANA, PAGIRE et PRP AGIR (à venir), dont les points focaux doivent être étroitement associés au processus SIIP dans les pays ;
- Considérer, en outre, que les investissements en matière d'irrigation, relevant du secteur agricole, doivent faire l'objet d'un alignement dans le cadre des PNIA, qui constituent dans chaque pays le cadre programmatique agricole unique et fédérateur ;

Thème 5 / capacités de financement

- Veiller à faire participer au processus les banques commerciales des pays concernées ainsi que les fonds nationaux qui y ont pour vocation d'accompagner les PME/PMI, les jeunes et les femmes ;

Thème 6 / Gestion et maintenance des infrastructures

- Elargir cette thématique, relevant des infrastructures collectives, à son pendant pour l'irrigation privée, à savoir les chaînes d'importation et d'approvisionnement en matériel d'irrigation

Thème 7 / renforcement des capacités

- Privilégier l'approche compact qui lie les formations aux utilisations des équipements, à la gestion/management, aux profits financiers à rechercher et à réaliser ainsi qu'aux atouts spécifiques des cultures locales

Thème 8 / gestion des connaissances

- Veiller à prendre en compte les domaines relevant du « soft » en la matière : problématiques liées à la gouvernance, aux services d'appui-conseil, au renforcement du dialogue (notamment entre producteurs et services d'appui-conseil), à la discrimination des approches d'intervention selon la typologie de producteurs et d'exploitations familiales, etc.

Thème 9 / foncier :

- Examiner la façon dont la problématique foncière est traitée en pratique dans les projets d'investissement en eau agricole et la gestion des périmètres existants, à la lumière notamment des propositions clefs en matière de foncier contenues dans les directives FAO et CEDEAO ;
- Un enjeu fort pour ce projet et de promouvoir l'accélération des réformes foncières considérées et engagées par les Etats concernés. Il est donc demandé que ce projet appuie l'accélération des réformes sur le foncier irrigué au niveau des Etats concernés. A cet

égard, il est recommandé d'identifier des sites et des référents nationaux à même d'alimenter la question ;

- Promouvoir et renforcer une synergie avec l'initiative pour le pastoralisme au Sahel dans la mesure où la problématique du foncier est une problématique partagée.

Thème 10 / Appui aux organisations régionales CILSS CEDEAO UEMOA coordination régionale :

- Le CILSS est le coordinateur régional du Programme SIIP. Le renforcement des capacités du CILSS va lui permettre (i) d'assurer une bonne mise en œuvre technique du programme au niveau régional en lien avec les parties prenantes de l'initiative et en lien avec les actions dans les Etats (méthodologie, outils, supports techniques, études spécifiques, rapports, plaidoyer, mise en cohérence avec les politiques régionales, finalisation, validation, ressources humaines, suivi et évaluation, capitalisation, communication, etc.), (ii) d'assurer une cohérence avec les autres initiatives qu'il porte.
- La CEDEAO et l'UEMOA sont les chapeaux politiques de l'initiative.
- Le renforcement des capacités des 3 OIG (CILSS, CEDEAO, UEMOA) devra permettre d'assurer la cohérence du SIIP avec les politiques et orientations régionales définies par la CEDEAO et l'UEMOA ;

6.4. Conclusions

Le représentant du CILSS a rappelé que les questions abordées étaient bien intégrées dans les TDR des études thématiques et que ces recommandations seraient appréhendées en qualité d'accompagnement à la mise en œuvre des études, en raison du fait qu'elles portent sur des aspects essentiels pour la pertinence des TDR et la réussite de l'initiative. De son côté, le représentant de la Banque mondiale a rappelé les débats ayant accompagné l'élaboration des TDR de l'étude thématique sur le foncier, toujours en cours de finalisation. Au terme de cette session, le Président a recommandé qu'une place plus importante soit accordée à la problématique de l'énergie dans le cadre des travaux, et que la synergie soit renforcée avec l'initiative pour le pastoralisme au Sahel dans la mesure où la problématique du foncier est une problématique partagée. Cette synergie doit se faire également avec le programme PRECA Sahel Projet de Résilience face aux catastrophes dans le Sahel

6.5. Présentations d'expériences

La suite des échanges a porté sur la présentation de cas d'étude portant respectivement sur l'irrigation collective publique et la petite irrigation privée, suivi d'un retour sur les deux journées de visites de terrain organisées par les organisations d'entrepreneuriat social WINROCK et iDE dans les domaines respectivement du multi-usage des services d'eau et de l'irrigation goutte-à-goutte.

- La première présentation a porté sur le domaine des périmètres irrigués publics, au travers du Programme de réhabilitation des périmètres irrigués publics (PRPIP) financé par la banque de développement allemande KfW. Cette présentation a mis en évidence la complexité des facteurs intervenant dans la réussite des projets d'irrigation, en particulier

de réhabilitation de périmètres collectifs publics. Elle a souligné en quoi disposer d'études de faisabilité de bonne qualité en préalable aux conventions de financements était essentiel pour choisir les investissements et bâtir le volet d'accompagnement institutionnel et le renforcement des capacités. Elle a enfin mis en exergue la mesure dans laquelle les habitudes et les routines de gestion des périmètres irrigués peuvent constituer des freins à leur réhabilitation.

- La seconde présentation a dressé une rétrospective sur la petite irrigation privée en Afrique sub-saharienne, pour insister ensuite sur la nature même de cette forme d'irrigation, sur les technologies employées, sur les avancées observées et sur les difficultés rencontrées à divers niveaux (technologique, financier, relations avec le marché, en matière d'environnement, etc.)
- Le troisième temps a été l'occasion d'un récapitulatif des visites de terrain par le Modérateur, à l'occasion duquel les avancées observées en matière respectivement de multi-usage des services d'eau et de développement du marché de l'irrigation goutte-à-goutte ont été mises en avant, ainsi que les limites que ces initiatives, mise en œuvre respectivement par WINROCK et iDE, peuvent rencontrer actuellement.

Les échanges qui ont suivi ont débouché sur d'intéressantes propositions :

- Développer des méthodologies et un cadre d'analyse homogènes d'un pays à l'autre pour un même type d'irrigation, que ce soit en termes de performance des systèmes d'irrigués ou d'impacts environnementaux associés aux pratiques et au développement de l'irrigation ;
- Intégrer la dimension énergétique dans l'analyse des systèmes d'irrigation (notamment leur analyse coûts-bénéfices)
- Intégrer la performance des institutions et de la gouvernance de l'irrigation dans l'analyse de la performance des systèmes irrigués ;
- Mieux appréhender la problématique du transfert de technologie en direction des producteurs et, à cet égard, mettre l'accent sur l'appui-conseil ;
- Poursuivre les réflexions et la recherche opérationnelle face au problème de la détérioration des gaines de goutte-à-goutte par les rongeurs.
- Envisager le recours à des fonds d'études associés à des standards élevés quant aux résultats de ces études pour éclairer les choix d'investissement et accélérer, sans compromettre leur qualité, la réalisation des investissements.

7. LES TRAVAUX DE GROUPE

Trois groupes ont été constitués pour des brainstormings portant sur les innovations et les différents changements à apporter dans les systèmes d'irrigation. Le représentant de la Banque mondiale a introduit les travaux de groupe comme suit :

En considérant la palette de systèmes de gestion hydroagricoles possibles, à savoir:

- (1) l'amélioration de la mobilisation des eaux pluviales à des fins agricoles;
- (2) l'irrigation individuelle de produits agricoles de haute valeur ajoutée;

- (3) la petite et la moyenne irrigation gérées par les communautés villageoises pour les besoins alimentaires des ménages et les marchés locaux ;
- (4) la modernisation et l'expansion des grands périmètres publics irrigués existants, notamment rizicoles ; et
- (5) l'irrigation à vocation commerciale (marchés nationaux ou d'exportation) fondée sur des partenariats public-privé (PPP) et inscrite dans des pôles de croissance,

Quelles innovations et quels changements peuvent être portés dans le cadre du programme régional d'irrigation, en vue d'accélérer le changement d'échelle et l'amélioration de la performance de l'irrigation ?

Les trois rapports⁷ des trois groupes ont fait l'objet de présentation et d'échanges en plénière. Les observations les plus saillantes ont été les suivantes :

- Chaque solution dépend du contexte : pays, topographie, milieu humain, etc.
- L'irrigation fait partie d'une chaîne de valeur dont il convient de prendre en compte en veillant particulièrement sur l'importance d'assurer la mutualisation des secteurs ;
- L'encadrement technique des organisations paysannes demeure un facteur important d'amélioration de la productivité ;
- L'encadrement et le conseil juridiques pour les organisations paysannes facilitent la transition de la loi 10/14 (burkinabe) vers la formule OHADA qui convient plus aux statuts de société coopérative ;
- Les innovations vues sous l'angle du financement n'ont pas été suffisamment discutées : quelques suggestions sont à considérer, telles l'accès à des subventions, à des ressources concessionnelles, à des prêts à taux bonifiés (prêts à taux zéro), aux crédits bail, etc. Les réflexions en la matière devraient se poursuivre,

8. ACCOMPAGNEMENT DES ETUDES THEMATIQUES PAR LES PAYS ET PAR LES GROUPES DE TRAVAIL.

8.1. Introduction du CILSS et de la Banque mondiale

La question de l'accompagnement des études thématiques par les pays et les groupe de travail a fait l'objet d'une présentation introductive par le CILSS et la Banque mondiale, en insistant sur les points suivants :

▪ Une clarification concernant les aspects de méthodologie

- Le consultant devra proposer une offre technique où seront précisés tous les outils méthodologiques nécessaires pour appuyer son travail.
- L'offre technique à produire par le consultant devra tenir compte de l'existant et aller dans le sens de l'amélioration.
- S'appuyer au maximum sur la documentation et l'information existante et mises à disposition,

⁷ Les trois rapports des trois groupes figurent en Annexe

- S'appuyer au maximum sur la documentation et l'information existante et mises à disposition,
- Il sera nécessaire que les groupes de travaux de la Task Force s'implication totalement et interviennent non seulement dans la participation mais aussi d'en assurer le suivi

- **PFN et Groupe de travail**

- Le Point Focal National (PFN) avec les consultants nationaux dans chaque pays et les Groupes de Travail (GdT) au niveau régional ont pour rôle d'accompagner les études thématiques, de les faciliter (procédures administratives, accès aux données...) mais également de s'assurer de leur cohérence avec les TDR définis et avec la vision du Programme SIIP (holistique, réaliste et efficace).
- En lien avec la coordination régionale les GDT doivent s'organiser pour fournir cet appui aux consultants thématiques. Au niveau National, les PFN avec l'appui des consultants nationaux doivent déterminer le meilleur schéma d'organisation pour cet appui
- Ils se doivent de fonctionner sur la base d'un chronogramme établi (voir la structuration des études thématiques)

- **Site spécial de documentation**

- Un espace privé est mis à disposition des acteurs, administré par la BM pour le stockage et le téléchargement des informations et des documents relatifs et en appui aux travaux des consultants, sources et données, mais accessibles à tous les acteurs présent à l'atelier. Il est important de renseigner dès maintenant ces sites :
<https://collaboration.worldbank.org/groups/sahelresilience>
<https://wbg.box.com/SahelirrigationInitiative> (voir annexe)

8.2. Discussion en plénière

- **Définition des activités d'accompagnement des consultants thématiques**

- Briefings au niveau régional (Task Force par pays)
- Recueil et mise en ligne des documents
- Identification des acteurs et visites de terrain
- Organisation d'ateliers nationaux
- Réunions de la Task Force (possibles réunions virtuelles)
- Approbation du rapport final (en plénière)

- **Organisation en groupes thématiques**

- Voir les TDR

- **Recommandations transversales à toutes les thématiques**

- Le rapport de démarrage doit prendre en compte les recommandations issues de la présente rencontre ; il doit être riche, précis en termes d'orientation afin de faciliter les

échanges GdT/Consultants. Le consultant accepte de se soumettre sans ambiguïté aux éléments définis dans la méthodologie.

▪ **Clarification sur la coordination régionale :**

- CILSS est le coordinateur régional du Programme SIIP en association avec les 6 Etats. La CEDEAO et l'UEMOA, en tant que chapeau politique, veillent à ce que la présente initiative reste en cohérence avec leurs programmes respectifs.

▪ **Approche holistique et systémique**

- Les projets d'irrigation font partie d'une chaîne de création de valeur, il est donc important et nécessaire de se donner une approche holistique et systémique y compris au niveau de la petite irrigation en intégrant dans ce complexe d'actions des activités de transformation qui arrivent à promouvoir la mutualisation des secteurs.

▪ **Ouverture du programme aux partenaires financiers qui ne sont pas BM :**

- Ce projet s'applique à l'ensemble des actions en faveur du développement de l'eau agricole ; le soutien d'un tel programme devra être ouvert à tous les partenaires intéressés sans se cantonner uniquement à la Banque mondiale.

▪ **Thématiques filières, politiques et stratégies, plan d'investissement**

- Rassembler les études/Projeter des études sur les tendances climatiques, l'évolution de la pression démographique, les problèmes érosifs pour identifier dans le court et le long terme les facteurs qui peuvent influencer sur l'activité agricole.
- Entreprendre des études sur maîtrise des prix et identifier les acteurs qui influent sur l'évolution des prix
- Dans un programme multi-pays, le focus pays est important afin de rattacher les projets aux préoccupations à l'échelle nationale.
- Le consultant devra travailler au niveau régional, mais ses conclusions ne constituent pas un cadre figé.
- Mettre en place des dispositifs d'éducation financière.
- Privilégier la mobilisation des ressources concessionnelles à long terme de type IDA, FAD implique dès que possible les banques commerciales et abandonner les financements selon des schémas trop classiques. Il y aura lieu d'envisager d'inclure, dans la Task-Force des représentants d'institutions financières

▪ **Thématique ressources en eau, Gestion et maintenance, foncier**

- Dissocier les aspects liés à la ressource en eau et le foncier (qui sont encore à finaliser au niveau des TdR)
- Veiller à faciliter l'accès par le consultant aux données disponibles qui caractérisent la ressource en eau

- Mettre à jour des données déjà disponibles sur les superficies en maîtrise totale de l'eau⁸⁸.
 - S'assurer que la loi foncière dans chaque pays facilite la mise en place du projet.
 - Etablir une liste de typologie des documents et des personnes ressources accessible via le Net et qui serait constamment mis à jour.
- **Thématique renforcement des capacités, gestion des connaissances**
- Mettre à contribution les organisations paysannes dans la constitution des GdT et dans les travaux qui y sont conduits. Les profils des consultants étant davantage tournés vers la technique, cela permet d'y associer du social.
 - Le consultant devra définir les groupes cibles pour les formations, ainsi que les types de formations (formations en masse ou spécifique). S'appuyer sur les catalogues des formations disponibles auprès des instituts de formations et recherche (Agrymet, 2iE, etc.)
 - Définir les outils de communication avec les pays non visités.
 - S'appuyer sur des bases de données de contacts avec les services liés aux thématiques, aux personnes actives, aux chercheurs, etc.
 - Les manuels de bonnes pratiques (IWMI, FAO) seront à diffuser.
 - Mettre à la disposition des consultants les comptes rendus d'atelier et les conférences au niveau national et régional sur les thèmes concernés lorsque ils / elles expriment des positions, engagements.

9. CLOTURE DE L'ATELIER

La clôture de l'atelier été présidée par le Secrétaire Exécutif du CILSS du CILSS, Dr Djimé Adoum avec à ses côtés, le représentant de la Banque Mondiale, le point focal du Sénégal président de jour. Avant le mot de Clôture prononcé par le Secrétaire exécutif du CILSS, le Modérateur a présenté une synthèse des conclusions et des recommandations de l'atelier.

Le Secrétaire Exécutif du CILSS dans son intervention, s'est félicité des conclusions et des recommandations de l'atelier et a reconnu que celles-ci ouvraient des perspectives opérationnelles certaines à la Déclaration de Dakar. Il a encouragé tous les acteurs à maintenir leur engagement pour le succès final du programme d'irrigation pour les six pays du Sahel.

⁸⁸ Voir les sources de l'Aquastat/FAO.

ANNEXES

Annexe N° 1








CALENDRIER GLOBAL DU PROGRAMME

Component		Output		Lead Partner	Consultant		Timeframe (month)													
					Indiv.	Firm	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10				
Towards a sound investment plan	1	Value Chain Development	a	Assessment of value chain potential and constraints and of market information systems	IDE		X													
	2	Strengthening policies & Strategies	a	Grid of analysis for strategies and policies	CIRAD		X													
			b	Assessment of existing policies in six countries			X													
	3	Water Resources Potential & Preservation	a	Assessment of surface water resources potential*	ECOWAS		X													
			b	Assessment of groundwater resources potential	WRCC		X													
	4	Investment Planning & Final Deliverables	a	Review of investment programs in six countries	CILSS		X													
			b	Vision for scaling up irrigated agriculture in Sahel																
			c	Global Action Plan for implementation of the Vision																
d			Project Document for a regional operation to support and facilitate the implementation of the vision			X														
Setting the enabling environment	5	O&M of irrigation schemes	a	Specific assessment of large irrigation systems and their institutional framework	ARID		X													
			b	Overall assessment of small scale irrigation management in six countries			X													
	6	Financing Irrigation	a	Diagnostic and recommendations for financing of irrigation development	IFC		X													
			b	Guidance note on potential support to private providers of irrigation technologies			X													
	7	Capacity Development	a	Capacity needs assessment	CILSS		X													
			b	Capacity building program	AGRHYMET		X													
8	Knowledge Management	a	Assessment of research to development linkages	AgWA		X														
		b	Inventory of small scale irrigation technologies			X														
		c	Proposal to establish a collaborative platform for knowledge sharing			X														
9	Land Issues	a	Proposal to support and facilitate land tenure reforms in six countries	ECOWAS	X															
Coordination	10	Coordination & role of regional organizations	a	Coordination and Facilitation	Hub Rural															
			b	Regional Workshop																

NOTES:

- * including review of water resources protection plans and programs

LEGEND:

	Lead Analytical Consultant (Firm)
	Water Resources and Sustainable Irrigation Management Consultant (Firm)
	Capacity building and Knowledge Management Consultants (Firm)
	Land tenure consultant (individual)
	Regional Coordination Meeting (Task Force)
	Country / Thematic Meeting (indicative)
	World Bank Internal review Meeting

Annexe N°2**ETAT DES LIEUX PAR PAYS**

Pays	Disponibilité des ressources et l'identification des projets concernés,	Niveau de recrutement du consultant national (fait, en cours, pas fait)			Commentaires
		Fait	En cours	Pas fait	
Burkina Faso					
Mali					
Mauritanie					
Niger					
Sénégal					
Tchad					

Annexe N° 3**TYPES DE DOCUMENTS PRESENTANT UN INTERET POUR L'ETUDE**

Type de document	Type de document	Type de document
Document de projet PTF	Etudes de cas	Description d'approches méthodologiques (quels que soient les acteurs, les thèmes)
Document de projet Etat	Documents techniques utilisés par les pays pour les études techniques (TDR)	Cahier des charges, documents contractuels reliant les acteurs
Document juridique	Liste d'investissements	Analyse, évaluation ex-post de projet
Statuts d'organisations	Schémas directeurs agricoles	Rapport thématique (ex: rapport IIED 2006 sur le foncier irrigué)
Document de politique sur le thème ou en lien avec le thème	Programme général de développement agricole (ex Initiative 3N au Niger)	Manuels techniques
Base de données	Programme développement économique ayant un lien avec l'agriculture irriguée	Evaluations ex-post
Travaux de recherche	Schémas directeurs de développement de bassin versants touchant les pays du Sahel (OMVS, ABN,	Rapport d'ateliers nationaux et régionaux faisant ressortir des positions et analyses

Annexe N° 4**LISTE DES PARTICIPANTS**

	Prénoms et noms	Institutions et fonctions	Adresse (BP, Téléphone, Mail)
I. OFFICIELS			
1.	Dr ADOUM Djimé	CILSS Secrétaire Exécutif	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00 djime.adoum@cilss.bf
2.	Ibrahim Lumumba IDI-ISSA	Secrétaire Exécutif adjoint CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00 idi.issa@cilss.bf
3.	François ONIMUS	Banque Mondiale Washington - USA Expert ressources en Eau	Washington -USA Tél. +226 74 63 32 13 (Ouagadougou) +1 202 458 94 07 (Washington) fonimus@worldbank.org
II. ETATS			
4.	Alassane GUIRE	Point focal Burkina Directeur Général des aménagement agricoles et du développement de l'irrigation	Tél. +226 70 25 42 99 Ouagadougou – Burkina Faso guire_alassane@yahoo.com
5.	Seydina Oumar TRAORE	Point focal Burkina Directeur Général des aménagement hydrauliques Ministère de l'eau, des aménagement hydrauliques et de l'assainissement	Ouagadougou – Burkina Faso Tél. + 226 70 15 06 47 seydina02@yahoo.fr
6.	Adolphe ZANGRE	Directeur des aménagements agricoles	01 BP 7123 Ouagadougou 01 Tél. +226 70 26 03 81 azangre@hotmail.com
7.	Esther T. Ouédraogo	Ministère de l'eau, des aménagement hydrauliques et de l'assainissement	Ouagadougou/Burkina Faso Tél. +226 79 10 10 86/ 70 99 89 62 Ouedraogo_esther81@yahoo.fr
8.	Ismaël Yacine K. Paré	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	Ouagadougou/Burkina Faso BP 1150 Ouagadougou Tél. +226 76 04 87 60 kibissipare@yahoo.fr
9.	Abdoulaye DEMBELE	Point focal Mali Conseil technique Ministère de développement rural	155 Bamako – Mali Tél. +223 76 46 13 75 adembele014@gmail.com ,
10.	Mohamed Mahmoud ABDY	Point focal Mauritanie Directeur de l'Aménagement Rural - DAR/MA	Nouakchott Mauritanie 00 222 22350975/ 00 222 36335587 mmosidina@yahoo.fr ,
11.	Moussa AMADOU	Point focal Niger Directeur Général du génie rural – Ministère de l'Agriculture	Tél. +227 96 25 54 26 m.amadou@yahoo.fr

12.	Mamadou MARONE	Point focal Sénégal conseiller technique ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	Dakar/ Sénégal Tél. +221 33 889 02 30 +221 77 740 95 12 mmarone264@gmail.com
13.	Kouramailaou KELEYO GOLNDEY	Point focal Tchad Direction Générale du Génie Rural et de l'hydraulique Agricole - Ministère de l'agriculture et de l'irrigation	441 N'djaména – Tchad Tél. +235 66 27 44 26 kouramailaou.keleyogolndey@gmail.com
III. INSTITUTIONS DE FORMATION ET DE RECHERCHE			
14.	Roland Yonaba	2IE Assistant de recherche hydraulique, Enseignant	Ouagadougou Burkina Faso Tél. +226 76 37 11 16 ousmane.yonaba@2ie-edu.org
15.	Williams Timothy	IWMI Directeur Afrique	Accra/Ghana T.O.Williams@cgiar.org
16.	Boubacar BARRY	IWMI Chercheur	BP 13621 Ouagadougou Tél. +226 76 95 46 32 b.barry@cgiar.org
17.	Etienne SARR	CILSS/ AGRHYMET Responsable Direction Formation Continue	BP 12625 Niamey /Niger Tél. +227 96 59 25 44 E.Sarr@agrhymet.ne
IV. ORGANISATIONS INTERNATIONALES			
18.	Jérôme KOUNDOUNO	UICN/GWI Coordonnateur Régional GWI Afrique de l'Ouest	Ouagadougou, Burkina Faso Tél. 226 78 34 77 89 Jerome.KOUNDOUNO@iucn.org
19.	Marwan LADKI	Hub Rural Expert Changement Climatique et Sécurité Alimentaire	Dakar/Sénégal Tél. +221 77 375 56 76 marwan.ladki@gmail.com
20.	Irina VOSS	Bureau de la KfW à Ouagadougou Chargée de Programme Agriculture et sécurité alimentaire	01 BP 1485 Ouagadougou 01 Burkina Faso tel. +226 50 30 80 77 irina.voss@kfw.de
21.	Dam Mogbante	GWP AO Secrétaire Exécutif Burkina Faso	Tél. +226 70 21 71 00 dam.mogbante@gwpao.org dammogbante@gmail.com
22.	Félicité B. Chabi-Gonni/ Vodounhessi	Chargée de projet Global Water Patnership Afrique de l'Ouest	Tél. +226 71 26 72 98/76 40 58 61 felicite.vodounhessi@gwp.org
V. INSTITUTIONS DE FINANCEMENT ET DE DEVELOPPEMENTS			
23.	Pierrick FRAVAL	Banque Mondiale Washington -USA Spécialiste principal irrigation et ressources en Eau	Washington -USA Tél. +202 473 52 39 pfraval@worldbank.org
24.	Jean Philippe TRE	Banque Mondiale Agroéconomiste principal Washington -USA	Washington -USA Dakar/Sénégal Tél. +221 33 85 94 150 jtre@worldbank.org
25.	Rehana Vally	Banque Mondiale Spécialisme agrobusiness senior	Washington –USA Tél. +12024584052

			rvally@worldbank.org
26.	Brahim SALL	Banque Mondiale Nouakchott Spécialiste principal développement rural	BP 985 Nouakchott – Mauritanie Tél. +222 45 25 10 17 bsall@worldbank.org
27.	Elisée Ouédraogo	Banque Mondiale /Ouagadougou	Tél. +226 50 49 63 00 euwedraogo@worldbank.org
28.	Amadou Ba	Banque Mondiale Senior Agriculture Economiste Niger	Niamey/Niger Tél. +227 90 35 45 36 aba2@worldbank.org
29.	Nicolas Ahouissoussi	Banque Mondiale /Ouagadougou	Tél. + 226 50 49 63 00 nahouissoussi@worldbank.org
30.	Malick Fall	IFC/Bamako Investment officer	tél. +223 71 37 47 07 mfall5@ifc.org
31.	Houria Sammari	IFC	Hsammari@ifc.org
32.	Aliou Bamba	Consultant en irrigation FAO-RAF	Tél. +233 24 614 88 09 Aliou.bamba@fao.org
33.	Ruhiza BOROTO	FAO/bureau régional pour l’Afrique Fonctionnaire principal ressources en eau	BP 1628 Accra- Ghana Tél. +233 30 26 75 50 00 Ruhiza.Boroto@fao.org
34.	Jean Pascal KABORE	FIDA Chargé d’appui programme Burkina Faso	Tel. + 226 70-24-73-73 p.kabore@ifad.org
35.	Amadou HEBIE	Chargé de Programme Développement rural/Sécurité Alimentaire Point focal AGIR Résilience Délégation de l’Union Européenne	01 BP 352 Ouagadougou 01 Burkina Faso Tél Standard: + 226 50 49 29 00 Tél Direct: + 226 50 49 29 44 E-mail: amadou.hebie@ec.europa.eu
36.	Sébastien DEMAY	AFD Chargé de mission	01 BP 529 Ouagadougou- Burkina Faso Tél. +226 50 30 60 92 demays@afd.fr
VI. ORGANISATIONS REGIONALES			
37.	Mahamane Dédou TOURE	CEDEAO/CCRE	mdtoure@yahoo.fr
38.	Clément OUEDRAOGO	Coordonnateur PRA/ME CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00 clement.ouedraogo@cilss.bf
39.	Abdoul Karim DANKOULOU	Chef UAM-Communication CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou +226 50 49 96 00 abdoukarim@cilss.bf
40.	Pauline TIENDREBEOGO	Comptable CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00 pauline.tiendrebeogo@cilss.bf
41.	Denise OUEDRAOGO	Assistante de Direction PRA/ME CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00 denise.ouedraogo@cilss.bf
42.	Cyrille Bakouan	Informaticien CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00 cyrille@bakouan@cilss.bf
43.	Jeannette KOLANI	Documentaliste CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00

			jeannette.kolani@cilss.bf
44.	Jean de Dieu GUIGMA	Ingénieur Hydraulicien PRA/ME Stagiaire CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00 +226 70 11 70 86 josueguigma@gmail.com josue.guigma@etud.2ie-edu.org
45.	Sandrine Obi OUATTARA	Communication CILSS/SE	03 BP 7049 Ouagadougou Tél. +226 50 49 96 00 obisandrine@yahoo.fr
VII. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES			
46.	Laurent STRAVATO	IDE Directeur pays	Ouagadougou – Burkina Faso Tél. +226 75 47 11 41 lstravato@ideorg.org
47.	Yéni Yaro	IDE Directeur des programmes	06 BP 9532 Ouagadougou Burkina Tél : +226 50 36 09 98 yeni-yaro@ide-westafrica.com
48.	Patrice Beaujault	Winrock International Directeur de projet	01 BP 1241 Ouagadougou 01 Burkina Faso +226 65 32 02 02 PBeaujault@winrock.org ;
49.	Mary Renwick	Winrock International Director, Water Innovation Programme	Tél. +703 209 82222 86 mrenwick@winrock.org
50.	Boukari Salifou	Winrock International Directeur technique	Tél. +226 76 60 36 39 bsalifou@winrock.org
51.	Yassia Kane	Winrock International	Tél. +226 70 14 51 35 ykane@winrock.org
VIII. ORGANISATIONS PAYSANNES ASSOCIATIVES ET DE LA SOCIETE CIVILE			
52.	Ibrahima FALL	Green Sénégal Responsable des programmes	BP 219 Thiès Sénégal Tél. +221 33 951 68 30 Tél. +221 77 557 62 71 greenenegaldk@orange.sn , greenenegal@orange.sn fall.ibrahima@gmail.com
53.	Moïse Kabore	Fédération Nationale des Organisations Paysannes FENOP	Ouagadougou/Burkina Faso Tél. +226 70 28 92 75/ 78 86 38 58 alkb2004@yahoo.fr fenop@cenatrin.bf
54.	G. Adama Ouédraogo	Chambre Nationale de l'Agriculture du Burkina Faso Président Chambre Régional de l'Agriculture	01 BP 1469 Ouagadougou Tél. 70 78 25 41 ouegadama@yahoo.fr
IX. ORGANISATIONS DU PRIVE			
55.	Laurent KIWALLO	Bagré Pôle Conseiller technique	01 BP 3458 Ouagadougou 01 Tél. +226 50 31 88 05 / 70 26 87 20 kiwalolaurent@yahoo.fr

56.	Adama OUEDRAOGO	ARID Ingénieur du génie rural	09 BP 532 Ouagadougou 09 Tél. +226 70 21 60 72 info@arid-afrique.org acse@ac3e.bf
57.	Lassina KONE	OLAM Multinationale Opérateur privé	kone.lassina@olamnet.com
X. ORGANISMES DE BASSIN			
58.	Isselmou SENHOURY	OMVS Expert agronome	3152 Dakar/Sénégal Tel. :+221 77 55 66 483 senhouryi@yahoo.com omvssphc@omvs.org
59.	Hubertus Munstege	Ingénieur AHT-Group AG/ Programme de Réhabilitation des Périmètres Irrigués Publics	Niamey, Niger Tél. +227 912 79 637 (Niger) Tél. 223 78 37 06 95 (Mali) munstege@aht-group.com
60.	Jean-Pierre MIHIN	Autorité du Bassin de la Volta (ABV) Ingénieur hydrologue	10 BP 1321 Ouagadougou 10 Tél+226 50 37 60 67 / 70 43 72 65 mihinjean@gmail.com
XI. FACILITATEUR			
61.	Pierre-Claver DAMIBA	Consultant international Free-Lance	09 BP 6311 Ouagadougou 09 Tél+226 70 21 19 37 / 76 60 72 60 pcdamiba@yahoo.fr

Upload ▾
New... ▾
More ▾

	T1 Value Chain	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Oct 1, 2014 by Pierrick Fraval 6	
	T4 Investment Planning	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Sep 19, 2014 by Francois Onimus 4	
	T2 Policies & Strategies	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Sep 18, 2014 by Francois Onimus 3	
	T7 Capacity Building	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Sep 11, 2014 by Francois Onimus 4	
	Other relevant documents	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Sep 11, 2014 by Francois Onimus 5	
	T3 Water Resources Assessment	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Sep 10, 2014 by Pierrick Fraval 3	
	T6 Financing	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Aug 20, 2014 by Francois Onimus 4	
	T9 Land tenure	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Jul 30, 2014 by Francois Onimus 3	
	T8 Knowledge Management	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Updated Jul 24, 2014 by Francois Onimus 1	
	T10 Regional Coordination	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Created Jul 22, 2014 by Francois Onimus 0	
	T5 Operation and Maintenance	Share ▾ <input type="checkbox"/>
	Created Jul 22, 2014 by Francois Onimus 0	

Collaborators

Francois Onimus
Owner

Pierrick Fraval
Editor

adembele54@
Pending

guire_alassar
Pending

ctouvey@worldba
Pending

+24 People
[View All](#)

IN THIS FOLDER ONLY

+12 People
[View All](#)

Invite People

Link to Folder

<https://wbg.box.com/s/d3y3>

Who can access:

People in this folder